

## Les raisons de la crispation du gouvernement turc



Les Turcs voient les portes de l'Europe se fermer après plusieurs décennies de négociations.

Ils estiment que l'Europe n'a pas tenu sa promesse de libéraliser le régime des visas pour les citoyens turcs voulant se rendre dans l'espace Schengen .

Chez les Européens, il faut souligner la montée du fait religieux, qui « heurte une certaine conscience laïque d'un certain nombre d'Européens » ainsi que la « tendance à la présidentialisation des institutions », qui inquiète.

Interdit d'entrée dans des pays accueillant une diaspora turque (3 millions en Allemagne, 650 000 en France et 400 000 aux Pays-Bas), c'est la France qui a brisé cette solidarité européenne pour accueillir la manifestation en faveur d'Erdogan.

Dimanche 12 mars 2017, à Metz, Mevlüt Çavusoglu, chef de la diplomatie turque, a pu plaider en faveur du « oui » au référendum du 16 avril prochain sur la réforme de la Constitution renforçant les pouvoirs du Président devant un millier de personnes issues de la diaspora turque.

Il a qualifié La Haye de « capitale du fascisme » et exigé des excuses de la part

des Néerlandais. Des propos auxquels Mark Rutte, Premier ministre néerlandais, a répondu « Il est hors de question de présenter des excuses, ce sont eux qui devraient s'excuser pour ce qu'ils ont fait hier ».

En France, la polémique enfle. La plupart des candidats à la présidentielle se sont opposés à la décision du gouvernement. François Fillon accuse dans un communiqué François Hollande de rompre « de manière flagrante la solidarité européenne ». Le candidat LR sur Europe 1 « On ne peut pas laisser le gouvernement turc traiter l'Allemagne et les Pays-Bas de nazis sans réagir ».

Le candidat souverainiste Nicolas Dupont-Aignan sur RFI, a ajouté avoir « honte » pour son pays: « c'est insupportable de voir un meeting communautariste pour en plus donner les pleins pouvoirs à un apprenti dictateur ».

Marine Le Pen déclarant dans un Tweet « Pourquoi devrait-on tolérer sur notre sol des propos que d'autres démocraties refusent? Pas de campagne électorale turque en France. »

Le centre et la gauche de l'échiquier politique français ont donné leur avis, Dimanche soir, sur le plateau de TF1 dont il était l'invité, Emmanuel Macron a regretté l'absence de consensus européen pour « interdire ce genre de rassemblement ». Condamnation d'EELV, :« rend la France témoin et caution du grave glissement autoritaire que connaît la Turquie actuellement ».

Seul Benoit Hamon a défendu la décision des autorités expliquant qu'il n'y avait pas de risques de troubles à l'ordre public, le quai d'Orsay estimant que le meeting était la « liberté de réunion ».

Une liberté de réunion bizarre dans une Europe unie contre les dérives autoritaires d'Erdogan.